

Compte-rendu du séminaire sur les relations Chine - Taiwan

Singapour les 23 et 24 janvier 2016

note
OBSERVATOIRE CHINE 2015/2016

Jean-Pierre Cabestan et Jean-François Di Meglio, Asia Centre

Note d'actualité n°7/8 de l'Observatoire de la Chine, cycle 2015-2016

Mars 2016

Comme chaque année depuis 2014, Asia Centre organise une rencontre « fermée » entre des universitaires et chercheurs de République populaire de Chine (RPC) et de Taiwan avec l'objectif de mieux comprendre l'état de la relation entre ces deux États qui ne se reconnaissent pas et l'impact des événements intérieurs et internationaux de chaque côté du détroit de Formose sur cette relation.

En 2014, le séminaire, qui s'était tenu à Jakarta, était une première expérience permettant de tester l'efficacité du format et la disponibilité des intervenants à s'exprimer devant des « tiers », l'essentiel des débats ayant lieu en chinois. Contrairement à la situation relativement « neutre » en 2014, le contexte du séminaire de 2015, tenu peu après le « mouvement Tournesol des étudiants » à Taiwan et la « révolution des parapluies » à Hong Kong, avait conduit à intituler les sessions « approfondissement des relations dans un contexte difficile ». En 2016, la date avait été spécifiquement fixée quelques jours après l'élection présidentielle à Taiwan et deux mois après la rencontre historique des présidents Xi Jinping et Ma Ying-jeou à Singapour, où se tenait justement notre séminaire.

Le « Centre pour l'Asie dans la mondialisation » (Centre for Asia in Globalisation) du Pr. Huang Jing, lui-même participant actif ou indirect par l'intermédiaire de ses chercheurs présents aux précédents séminaires, co-organisait le séminaire en facilitant la logistique sur place. Comme les précédentes années, quelques chercheurs du Centre étaient présents, dont Huang Jing.

Le séminaire de cette année était intitulé : « L'impact des élections à Taiwan sur la situation des relations entre les deux rives du détroit et sur la situation régionale ».

L'agenda du séminaire était le suivant :

Premier jour (23 janvier) : après les remarques introductives, la première session a porté sur les résultats de l'élection ; la deuxième avait pour titre « anticiper les futures relations entre les deux rives » ; la troisième était une session économique portant sur les échanges et les négociations entre les deux rives.

Deuxième jour (24 janvier) : quatrième session centrée sur l'impact des élections sur les relations internationales puis séance de discussion générale et de conclusion.

Les participants au séminaire étaient :

- Du côté chinois :

- Zhu Weidong (Deputy Director of Institute of Taiwan Studies, Chinese Academy of Social Sciences, centre de recherche particulièrement conservateur)
- Yin Cunyi (Deputy Director of Institute of Taiwan Studies, Tsinghua University)
- Ruan Zongze (Vice President of China Institute of International Studies, think-tank de Pékin, souvent identifié comme ayant une ligne assez "dure", en particulier à travers un familier de nos séminaires, Cui Hongjian)
- Cao Xiaoheng (Director of Institute of Taiwan Economy, université Nankai, Tianjin)
- Guo Yongjun (Director of Center for Taiwan-related Studies, China Institute of Contemporary International Relations)
- Dang Chaosheng (Research Fellow of Institute of Taiwan Studies, Chinese Academy of Social Sciences)
- Lin Gang (Director of Center for Taiwan Studies, Shanghai Jiao Tong University)

- Du côté taiwanais :

- Chen Te-Sheng (Research Fellow of Institute of International Relations, National Cheng-Chi University)
- Tung Chen-Yuan (Distinguished Professor of Graduate Institute of Development Studies, National Cheng-Chi University), visiting Professor à Berkeley, ex-Vice-Président du Conseil pour les affaires continentales à Taiwan de 2006 à 2008
- Edward Wu et Kevin Chiang, Association pour une politique entre les deux rives du détroit.

Du côté « singapourien » :

- Pr Huang Jing, CAG, Directeur du centre
- Chen Huaiyuan, chercheur

- Du côté Asia Centre :

- Pr Jean-Pierre Cabestan, Hong Kong Baptist University
- Jean-François Di Meglio, Trésorier
- Jean-Raphaël Chaponnière, Président.



De façon générale et contrairement à ce qu'aurait pu laisser supposer « l'équilibre des forces » (avec une représentation continentale plus importante, une représentation taiwanaise assez marquée du côté du parti nouvellement élu et à un moment encore très proche du relatif choc de l'élection, législative sinon présidentielle, dont le résultat, lui, était attendu), la relative accoutumance à ce format a permis d'établir une parole relativement décripée et courtoise.

On peut d'ailleurs retrouver dans certains des propos retranscrits, cette volonté d'être mutuellement « à l'écoute » généralement partagée par les deux parties.

Selon un schéma classique, trois thèmes ont été abordés en fonction de l'agenda et sont repris de façon synthétique ci-dessous :

1. Un retour sur l'élection à Taiwan et la situation politique qu'elle a engendrée, principalement du côté taiwanais ;
2. Un point sur la situation et les perspectives économiques ;
3. Un élargissement à la situation internationale.

Concernant l'élection à Taiwan, la partie taiwanaise a eu tendance à minimiser l'adhésion à la ligne réellement « indépendantiste », malgré la tournure des dernières semaines de campagne et le premier discours (cf. ci-dessous). C'est le rejet de Ma Ying-jeou qui a été mis en évidence. Le rejet de la ligne politique de rapprochement avec le continent chinois sans bénéfices tangibles pour Taiwan (cf. ci-dessous) et de l'absence de réelle identification de sa pensée politique sur le sujet, alors même que « la majorité de l'opinion publique » (主流民意) est finalement en faveur d'un statu quo. Néanmoins, la balance ne s'est pas mise à pencher d'un côté plus que de l'autre trop brutalement. « La victoire du DPP est plutôt la conséquence d'une sorte de suicide politique du KMT » pourrait résumer la conclusion partagée de cette séance.

Ceci étant dit, la phase pré-électorale n'a pas été sans déclencher des escarmouches verbales et des situations remarquables : la partie continentale a souligné dans le débat que chaque allusion indépendantiste dans le discours électoral de Mme Tsai Ing-wen a suscité, en particulier à travers l'Agence Xinhua, des affirmations violentes évoquant le « poison » de ses propos et les souffrances qu'endurerait le peuple de Taiwan si la voie de l'indépendance était choisie.

Il demeure naturellement des ambiguïtés dans la situation créée par l'élection : Tout d'abord, l'incident « de Zhou Zuyi », chanteuse taiwanaise médiatiquement lynchée en Chine pour avoir brandi un drapeau taiwanais, évoqué spécifiquement dans le discours prononcé par la présidente élue lors de la proclamation des résultats rappelle l'attachement de Tsai Ing-wen sinon à la recherche de l'indépendance du moins à la liberté de parole concernant les choix indépendantistes. Par ailleurs, l'évocation des interprétations différentes de ce qui est appelé « le consensus de 1992 » selon que l'on se trouve à Pékin ou à Taipei, ou la place que tient la référence à ce « consensus » est une seconde ambiguïté. Guo Yongjun (représentant du CICIR) souligne ce point en indiquant que même le sens du consensus de 92 a été modifié et que par conséquent s'y référer ou non n'est plus une question pertinente. Si au départ ce terme se référait à l'existence d'« une seule Chine » (sur la définition de laquelle il n'y avait en fait pas de consensus), l'accord se limite aujourd'hui à la simple « non-indépendance » (不獨) de Taiwan qui, effectivement fait consensus, sachant que l'interprétation américaine de ce terme tire du côté de « pas d'unification » (不統).

Concernant la suite de l'élection, du moins du point de vue de la politique intérieure, la partie chinoise a souligné la brièveté probable de l'« état de grâce » et a formulé l'hypothèse (vérifiée depuis dans la tonalité des discours

de la présidente élue) d'un retour à l'insistance sur une « indépendance de facto » (法理台独) mais surtout à un retour à une « chasse aux sorcières » contre le Kuomintang (KMT) en cas de difficultés économiques, qui se traduirait par une éradication du patrimoine directement géré par le KMT.

Le seul vrai risque (non quantifié) qui est effectivement identifié par les deux parties pour la suite des événements est celui de la « collision de deux trains à pleine vitesse », si les positions se durcissent et que chacune des deux parties (chinoise et taiwanaise) se sent sûre de sa légitimité et des soutiens dont elle dispose.

Des positions comme celle de Lin Gang par exemple (voir ci-dessous le résumé de son article à paraître en juin 2016 dans le *Journal of Contemporary China* et reflétant ses propos pendant le colloque) illustrent un nouvel « adoucissement » (affiché en tout cas) de la position continentale.



Sur les sujets de politique internationale, la question principale, reprise par Huang Jing comme les années précédentes, demeure celle du tiraillement américain entre la « nécessité » (liée au passé) et la reconsidération active. L'expression de « liability » (charge) a été reprise à propos de la relation des États-Unis avec Taiwan : il s'agit là de définir une contrainte pesant sur des choix éventuellement évolutifs (l'image du porte-avions déjà utilisée par Huang Jing). Ces choix tendraient plus à « instrumentaliser » Taiwan dans la redéfinition de la politique asiatique des États-Unis qu'à en faire réellement un objet de réflexion en soi ou un élément déterminant. Malgré la proximité de la présidente élue avec les États-Unis, il semble donc bien que l'importance stratégique de Taiwan, qui par ailleurs ne s'est pas distingué de la position chinoise sur le sujet de la mer de Chine, décline. Pour le Japon en particulier, Taiwan n'est pas d'une importance fondamentale dans le jeu régional.

Comme on pouvait s'y attendre, les échanges entre certains représentants chinois, en particulier Zhu Weidong et Tong Chen-yuan, l'universitaire proche du Parti démocratique progressiste, ont été vifs. Mais le plus frappant a été leur inclination manifeste à profiter des moments plus informels pour échanger et se parler de manière plus détendue afin, semble-t-il, de trouver un terrain d'entente.



Bien des questions sont restées sans réponse lors de ce séminaire et annoncent d'une certaine manière une période plus troublée dans les relations entre Pékin et Taipei, une fois que Mme Tsai aura pris ses fonctions le 20 mai 2016. Il en est ainsi de l'espace international que le gouvernement chinois est prêt à laisser à Taiwan,

sous administration DPP. D'autres interrogations ont reçu des réponses plutôt négatives et grosses plus encore de tensions futures. Il est a été ainsi de la question du maintien des échanges officiels entre la Straits Exchange Foundation (SEF) taiwanaise et l'Association for the Relations Across the Taiwan Strait (ARATS) continentale: si les négociations techniques à un niveau relativement bas seront probablement maintenues, les rencontres au sommet entre chefs de ces deux organisations, et *a fortiori* entre responsables gouvernementaux des deux côtés du détroit paraissent de l'avis des participants chinois, seront certainement compromises. De même, la majorité de ces derniers ont estimé que les échanges économiques, éducatifs, culturels et touristiques seront affectés. L'on a plus généralement perçu du côté continental une volonté de maintenir et même d'accroître la pression sur les Taiwanais, afin d'éviter une nouvelle dérive du type que celle que l'on avait pu observer sous la présidence de Chen Shui-bian (2000-2008).

Néanmoins, la Chine a bien l'intention de « co-gérer » avec les États-Unis la question taiwanaise, même si les Américains restent très hostiles à l'utilisation de ce terme. Les participants chinois nous ont donné, d'une certaine manière, l'impression qu'ils comptaient (une nouvelle fois) sur Washington pour corseter Mme Tsai dès son discours inaugural. Ils ont aussi clairement manifesté l'intention d'utiliser les hommes d'affaires taiwanais installés sur le Continent (les Taishang) afin de peser sur la nouvelle administration de tendance indépendantiste qui se mettra en place le 20 mai 2016. Enfin, ils ont montré combien ils continuaient de tabler sur un développement des échanges et des contacts – dont le niveau et le caractère quasi-officiel dépendra directement des concessions faites par Mme Tsai – entre les deux rives.

En conséquence, Pékin n'a pas l'intention de couper les liens avec Taiwan même si Mme Tsai ne fait pas sien le « consensus de 1992 », comme il est prévisible. Le gouvernement chinois sait aussi qu'il ne pourra pas toujours compter sur Washington, du fait notamment de la montée des tensions sino-américaines sur des théâtres distincts mais voisins, comme la Mer de Chine méridionale. Toutefois, les experts chinois nous ont nettement donné l'impression d'être moins inquiets qu'en 2000, tant la position de la Chine s'est renforcée et la dépendance asymétrique de Taiwan à son endroit s'est accentuée.

Annexe 1

Lin Gang, **Beijing's New Strategies toward a Changing Taiwan**, à paraître en juin 2016, *Journal of Contemporary China*, Abstract

JOURNAL OF CONTEMPORARY CHINA, 2016
<http://dx.doi.org/10.1080/10670564.2015.1104863>



Beijing's New Strategies toward a Changing Taiwan

Gang Lin

Shanghai Jiao Tong University, China

ABSTRACT

Beijing's new strategies toward Taiwan are informed by neo-functionalism derived from European experiences, assuming that economic integration will eventually lead to political accommodation and integration. Despite the surprising Sunflower Movement and the fiasco of the Chinese Nationalist Party (KMT) in the 2014 local elections, Beijing will try its best to maintain the momentum of peaceful development of cross-Strait relations. Facing a brand new Taiwan that seems an oddity to the mainland, however, Beijing has adapted to 'the new normal' with a slower pace, refocusing on the economic and cultural issues. Whether or to what degree Beijing will change its asymmetric engagements with the two main parties on the island, however, is contingent upon whether the KMT and the Democratic Progressive Party (DPP) can reach a balance of power domestically and whether their policies toward the mainland converge rather than diverge. At any rate, Beijing is likely to pay more attention to ordinary people's feelings about cross-Strait economic and cultural exchanges and consider quality of cross-Strait exchange as more important than quantity of activities.